



Madame la Directrice,

Le Directeur Général a choisi, comme à son habitude, de mépriser le dialogue social au national, en annonçant sur Ulysse une opération de communication sans en avoir auparavant discuté avec les représentants du personnel: interroger les agents sur leur vision de la DGFIP de demain, afin de déterminer la stratégie des réformes à venir. Un "remue-méninge" pour légitimer votre fameux Contrat d'Objectif et de Moyens.

Aujourd'hui, vous souhaitez nous inviter à un échange sur les modalités de déclinaison en local de cette opération de communication.

Sur le but affiché de cette consultation, il nous paraît opportun de vous rappeler que bien des enquêtes, dont l'observatoire interne et le tableau de veille sociale, reflètent les attentes, les peurs, la vision défavorable que les agents peuvent avoir de leur avenir au sein de la DGFIP.

A l'image de bien des pseudos consultations précédentes, celle-ci n'a que pour objet de maquiller des décisions déjà prises, sous des apparences de concertation.

Le DG reconnaît lui-même que depuis Mars, les lignes directrices des réformes destructrices à venir vous ont été communiquées.

Quand cessera ce grand mépris, et quand le DG et vous-même assumerez-vous vos sinistres décisions sans vouloir en faire partager la responsabilité aux agents ?

Pour l'instauration d'un dialogue social, il faut du respect pour ce que sont les participants ou ceux qu'ils représentent.

Les représentants syndicaux, ceux que notre Direction méprise, représentent 80% des inscrits aux élections professionnelles. Ils ont donc, eux, toute légitimité représentative.

Notre Directeur Général souhaite un lien direct avec les agents en voulant ignorer la réalité de la situation des agents et des services, et en sous-estimant la force de leur ressentiment.

La révolte gronde, Madame.

Ceux qui étaient là pour alerter, et dialoguer vous regarderont la gérer lorsqu'elle éclatera.

En tout état de cause, et pour les raisons développées ci-dessus, les représentants locaux du personnels refusent de participer à ce simulacre de dialogue social qui s'apparente plutôt à une opération de communication, voire d'intoxication.

Ils vous rejettent l'entière responsabilité des réformes destructrices à venir.

Nous ne sommes toutefois pas fermé à un dialogue social constructif.

Si vos projets consistent en la réimplantation des 120 postes de fonctionnaires titulaires supprimés ces 10 dernières années, et la réouverture des services et Trésoreries supprimés dans ce même laps de temps; nous serons ouverts à tout échange sur le calendrier et les modalités de mise en œuvre de cette réforme.